

ACCORD TRAVAIL A DISTANCE 2026

PROPOSITIONS SUD.

Nos Objectifs

- Se rapprocher des pratiques actuelles du secteur bancaire,
- Renforcer la qualité de vie au travail,
- Gagner en RSE,
- Mieux encadrer les responsabilités managériales,
- Garantir le maintien des avantages liés à la restauration lorsque le travail est effectué à distance.

TELETRAVAIL

Télétravail des collaborateurs du réseau :

Les collaborateurs du réseau peuvent bénéficier :

- D'un socle minimal garanti de 2 jours par mois,
- D'un objectif d'organisation pouvant atteindre 1 jour par semaine,
- Dans la limite de 6 jours maximum par mois.

L'organisation retenue doit rester compatible avec la continuité de service et la présence commerciale.

Télétravail des fonctions supports + réseaux spécialisés :

Les collaborateurs des fonctions supports et réseaux spécialisés peuvent bénéficier :

- d'un rythme cible de 2 à 3 jours par semaine,
- dans la limite de 10 jours maximum par mois.

TRAVAIL DEPLACE

Le travail déplacé doit devenir une modalité normale d'organisation du travail en cohérence avec notre culture réseau.

Chaque collaborateur éligible bénéficie d'un minimum garanti de 2j/mois avec possibilité d'extension à 4j/mois sous réserve de la continuité de service.

DECISIONS MANAGERIALES

Toute demande de travail à distance :

- Doit être enregistré dans le SIRH,
- Doit être validée, si elle ne l'est pas dans les 5 jours ouvrés précédents, elle doit être considérée comme acceptée,
- Ne doit pas faire l'objet d'une pression visant à renoncer au travail à distance sans motif objectif.

Annulation ou refus d'une journée de travail à distance :

- Doit respecter un délai de prévenance de 5 jours ouvrés, sauf cas de force majeure,
- Doit être justifiée par la continuité de service,
- Doit faire l'objet d'une traçabilité (SIRH).
- Doit faire l'objet d'une réponse écrite et motivée.

INDEMNITES

Indemnités de repas en télétravail :

L'indemnité perçue par les salariés bénéficiant habituellement d'une prise en charge employeur de leur repas dans le cadre de la restauration collective doit être maintenue pour chaque journée de travail à distance.

Cette indemnité rentre dans le cadre du maintien de l'avantage existant lorsque l'accès à la restauration collective est impossible,

Equipements :

Selon les besoins, écrans supplémentaires, matériels ergonomiques.

Indemnité mensuelle de 50€ (électricité/internet/...etc)

Pour finir nous demandons un suivi annuel de l'utilisation du travail à distance.